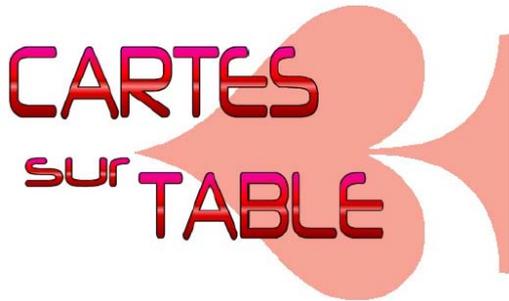


UN INDICATEUR DE BONNE GOUVERNANCE ?



Le CPIA - *Country Policy and Institutional Assessment* -, indicateur de « bonne gouvernance » construit par la Banque mondiale, serait-il donc si mauvais ? Utilisé notamment dans sa formule d'allocation de l'aide aux pays en développement dans le cadre de l'IDA - *International Development Association*, institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète -, cet indicateur composite est extrêmement controversé.

BANQUE MONDIALE PAUVRETE DEVELOPPEMENT FMI
TRANSPARENCE UN INDICATEUR DE CONSENSUS DE
WASHINGTON BONNE GOUVERNANCE ? REDISTRIBUTION
CPIA INEGALITES AIDE CRITERE D'ALLOCATION LEGITIMITE

Indicateur composite - il combine seize indicateurs institutionnels et de bonne politique - utilisé par la Banque mondiale, le CPIA est extrêmement controversé. Beaucoup lui reprochaient encore récemment son manque de transparence. En effet, ce n'est qu'en 2000 que la Banque a commencé à rendre publics, sous forme d'un classement par quintile, les scores relatifs attribués à chaque pays. Et ce n'est qu'en septembre 2004 que le Conseil des administrateurs a approuvé la divulgation des scores numériques des CPIA pour les pays admis à emprunter à l'IDA. Ainsi, la Banque a fait le choix, depuis peu, d'une plus grande transparence. En admettant que ce premier pas ne sera pas le dernier,

pourquoi cet indicateur reste-t-il donc si controversé ?

L'accent mis sur la nécessité d'une bonne gouvernance, à la fois politique et institutionnelle, porte en lui, du moins dans l'esprit de la majorité des personnes, comme un arrière goût de « consensus de Washington ». Privatisations, libéralisation, décentralisation, baisse de l'inflation..., ces fameuses « recettes miracles » imposées de force à nombre de pays en développement, notamment en Amérique latine au lendemain de la crise de la dette des années 80 puis à l'occasion de la crise asiatique de la fin des années 90, ont créé un fort sentiment de rejet à l'égard des deux filles de Bretton Woods, le

Fonds Monétaire International et la Banque mondiale. Mais le consensus de Washington est loin aujourd'hui. Et on est loin avec le CPIA de ce type de recommandations. Le CPIA a en effet beaucoup évolué. Le nombre et la nature des différents indicateurs qui le composent ont connu de nombreuses modifications. Aujourd'hui encore, le travail du Groupe d'évaluation indépendant, qui produit des rapports sur le CPIA tous les deux ans, conduit régulièrement à de substantiels réajustements.

Le CPIA ne nous parle plus aujourd'hui que de réduction de la pauvreté et des inégalités, de redistribution – oui, de redistribution ! – de participation, d'*empowerment*, mais aussi de croissance soutenable et de qualité des institutions. Oubliée la sacro sainte réduction des dépenses publiques ? Si le CPIA met encore l'accent sur leur soutenabilité, il souligne que les dépenses publiques doivent être ajustées afin d'absorber les chocs. Ceci n'est bien sûr qu'un exemple mais je mets au défi quiconque se plongerait un tant soit peu sérieusement dans l'étude des différents indicateurs composant le CPIA d'y trouver des indicateurs controversés directement hérités du consensus de Washington. Cela en est presque étonnant.

Quelle ne fut pas ma surprise alors que, ayant de longue heure mon épée sortie, pointée courageusement vers les dérives de l'ultralibéralisme anglo-saxon et prête à en découdre avec des indicateurs appelant à la dérégulation et au tout marché, je dus, dépitée, la ranger dans son fourreau. Dépitée certes, mais au fond ravie. Il est d'une certaine manière toujours assez rassurant de s'apercevoir que l'une des principales organisations multilatérales, acteur central de la politique d'aide

internationale aux pays en développement, n'utilise pas comme l'un des principaux critères d'allocation de ses flux d'aide un indicateur dont la pertinence est interrogée dans la littérature la plus récente sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Alors tout est-il parfait ? Mais pourquoi donc le CPIA fait-il toujours autant débat ?

Cela vient-il du fait que l'on continue à attaquer la Banque « par principe », sur la base des erreurs de son passé ? Il y a sans doute une part de vrai dans cette dernière remarque. La Banque mondiale, et sans doute encore plus le FMI, ont pris l'habitude d'être désignés comme responsables de la misère des pays en développement Si les critiques adressées à ces deux institutions ne sont pas toutes complètement infondées – et si des films comme *Bamako* sont sans conteste nécessaires pour nourrir le débat –, il y a beaucoup de démagogie dans cette mise en accusation systématique, beaucoup de démagogie et sans doute aussi un peu de politique.

Ce n'est pas tant dans le détail des indicateurs du CPIA qu'il faut chercher sa faiblesse mais plutôt dans leur agrégation. En fait c'est l'existence même d'un tel indicateur qui doit être interrogée. En effet l'hypothèse, même si elle relève du non-dit, qui lui est sous-jacente, est qu'il existerait un modèle de développement unique pouvant être appliqué à tous les pays en développement, voire à tous les pays tout court, quelque soit leur niveau de développement ou leur situation actuelle. Or, s'il y a bien un point sur lequel les économistes semblent s'accorder aujourd'hui, notamment à la suite des travaux de Dani Rodrik, c'est

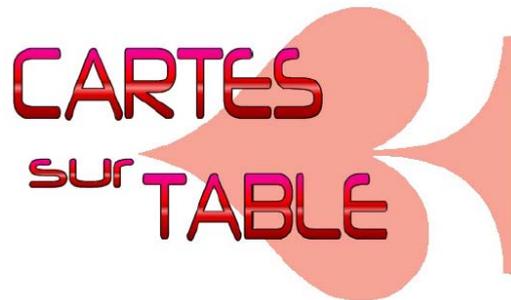
l'idée selon laquelle il n'y a pas formule de développement magique. « *Il existe différentes recettes pour faire les pâtes* », pour reprendre une expression utilisée par les économistes de la Banque mondiale – ironie du présent – dans un rapport sur la croissance. Il n'y a donc pas « une » stratégie pour la croissance : certaines stratégies fonctionnent dans certains pays et à certaines époques, alors qu'elles ne fonctionnent pas dans des contextes différents, sans que l'on ne puisse en tirer de conclusion définitive. Or le CPIA semble vouloir servir à tous les pays le même plat de pâtes au menu de la croissance et de la réduction de la pauvreté ! Il ne correspond pas de ce point de vue à la réalité empirique du développement.

C'est donc un vrai problème de légitimité qui se pose ici. Peut-on pour autant ne plus offrir de cadre unifié ? Refuser tout indicateur à partir duquel on pourrait classer de manière pertinente l'ensemble des pays de la planète ?

Les économistes doivent apprendre à retrouver un peu de modestie au moment où ils sont remis au centre du jeu et que l'on aimerait bien les voir sauver le monde. Au moment où tout le monde ne jure plus que par eux et par leurs expertises face à la crise. Retrouver un peu de modestie, donc, ou bien essayer de dépasser ce problème de la spécificité de chaque pays pour construire un modèle de croissance qui tout en le prenant en compte et en étant conscient permettrait d'offrir un cadre unifié ?

Je pencherais plutôt vers la seconde solution.

Après tout, que serait le monde sans rêveurs, sans idéalistes qui veulent bien encore croire qu'ils peuvent le changer ? L'améliorer ? Sans idéalistes qui souhaitent utiliser leur expertise pour que des progrès sensibles soient réalisés contre la pauvreté et la famine dans les pays en développement ? Après tout chacun s'arme comme il le peut. Si la meilleure arme de Bono est d'utiliser sa voix en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement, celle de l'économiste est sa plume, ou plutôt son ordinateur, ses équations.



Retrouvez l'ensemble de nos articles sur <http://cst2012.free.fr>